

député n'a pas vociféré. Mais il tuer au corps diplomatique. Mais il est dans son rôle en essayant d'avoir une fonction de facilitateur sur des dossiers bilatéraux ou plus globaux. Et en, pour essayer de faire valoir la Suisse peut-être un peu différente des Français établis en Suisse.

Un dossier qui relève de la Commission européenne
Un an après la fin des négociations

«Suisse» et il celui qui saura utiliser ses leviers parisiens pour faire avancer la cause suisse à Bruxelles? «Il faut arrêter avec ce fantasme d'un député qui prend son téléphone pour parler de dossiers locaux au président tous les quatre matins, nous répond-il. Ma relation avec le président reste entre moi et le président. La valeur ajoutée de ma candidature est ailleurs. C'est

seront utiles... On le voit, Marc Ferracci tient à faire la part des choses sur les moyens à sa disposition. L'argument des liens personnels lui a effectivement été reproché en fin de campagne. Les conseillers consultatifs de droite Jean-Philippe Keil et Nicolas de Ziegler, soutiens de la candidate des Républicains Béguine Mazloum-Martin, avaient par exemple partagé une

étonner s'ils ne sont pas élus dans la circonscription où ils se présentent. Dans ce scénario-là, ce serait donc la suppléante Marie-Ange Rousselet, présente très récemment au parti présidentiel pour la Suisse et le Liechtenstein, qui prendrait la place. De nombreux observateurs la voyaient d'ailleurs comme la candidate naturelle en Suisse avant le «parachutage» de Marc Ferracci. ■

Créer une Cour internationale anticorruption: l'idée séduit

JUSTICE INTERNATIONALE L'ONG Integrity Initiatives International et le Club de Madrid poussent à la création d'un tel organe pour combattre l'impunité qui règne pour les «kleptocrates» qui sapent les ressources des Etats. Les législations anticorruption existent, disent-ils, mais elles ne sont pas appliquées

STÉPHANE BUSSARD, DE RETOUR DE LA HAYE
@Stephanebussard

Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, il est beaucoup question de la Cour pénale internationale qui pourrait se saisir de possibles crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Mais à La Haye la semaine dernière, une autre cour a fait de plus en plus parler d'elle bien qu'elle n'existe pas (encore) : la Cour internationale anticorruption (IACC). La création d'un tel organe commence à susciter un intérêt accru. A la fin de mai, 42 anciens présidents et premiers ministres soutiennent l'avènement de l'IACC. Parmi les figures connues, Jan Peter Balkenende, chef du gouvernement néerlandais de 2002 à 2010, Gordon Brown, premier ministre britannique de 2007 à 2010 voire Han Seung-soo, chef du gouvernement sud-coréen de 2008 à 2009. En juin 2021, ce sont 100 leaders mondiaux qui ont apporté leur soutien à cette initiative.

5% du PIB mondial

Président du Club de Madrid et ex-président de Slovaquie, Danilo Turk est convaincu du bien-fondé d'une telle cour: «La grande corruption a des dimensions globales et ne peut être combattue par les seuls pays affectés. C'est la raison pour laquelle une Cour internationale anticorruption est nécessaire.» L'actuel ministre néerlandais des affaires étrangères, Wopke Hoekstra, n'est pas moins enthousiaste: «En établissant une cour anticorruption, les Pays-Bas visent à renforcer l'ordre légal international. Mais pour que cela advienne, nous aurons besoin du soutien de nombreux pays.» Gordon Brown lui-même s'est fendu d'une tribune dans le *Times* de Londres plaidant pour cette cause, écrivant que le président russe, Vladimir Poutine, doit être traduit en justice non seulement pour la guerre en Ukraine, mais aussi pour «trois décennies de tromperies et de corruption». Lors d'un sommet européen des ministres des Affaires étrangères en avril, Wopke Hoekstra a suren-

ché en relevant que la corruption «sape la démocratie et l'Etat de droit et exacerbe les inégalités entre citoyens».

Mais pourquoi instituer une cour de ce type? Rencontre au World Justice Forum à La Haye voici quelques jours, l'Américain Mark Wolf, président d'Integrity Initiatives International, une ONG qui mène campagne pour créer l'IACC avec le Club de Madrid, juge indispensable de renforcer le combat contre la corruption. La grande corruption, fabus par des dirigeants de pays de la puissance publique pour des gains privés «n'est pas un crime sans victime», relève cet ancien juge de district du Massachusetts: «La corruption absorbe 5% du PIB mondial. C'est assez pour couvrir 80 fois les besoins alimentaires de ceux qui ont faim. Dans les pays en développement, la corruption implique des montants dix fois supérieurs à ceux de l'aide étrangère et prive les citoyens des fonds nécessaires en matière de santé publique, d'éducation. C'est aussi des moyens qui sont détournés par des «kleptocrates» et qui ne servent pas à combattre le changement climatique.»

Une Cour internationale anticorruption interviendrait en dernier recours. Elle serait censée combler le fossé qui existe aujourd'hui entre la théorie et la réalité. Les législations nationales sont souvent bien outillées. Le problème, c'est leur manque de mise en œuvre. «La Convention des Nations unies contre la corruption n'est pas vraiment appliquée par les 185 Etats parties, ni même les lois nationales anticorruption. La Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics de l'OCDE reste aussi trop souvent lettre morte», constate Mark Wolf.

Pourquoi la Cour pénale internationale ne pourrait-elle pas se saisir des cas de grande corruption? Le Statut de Rome instituant la CPI ne couvre pas pour l'heure le crime de corruption et il paraît peu

«Avec une telle cour, il serait difficile de distinguer la grande de la petite corruption»

MARK PIETH, PROFESSEUR ÉMÉRITE DE DROIT PÉNAL ET DE CRIMINOLOGIE À L'UNIVERSITÉ DE BÂLE

probable que les Etats parties acceptent à une majorité des deux tiers un amendement dans ce sens. Par ailleurs, ajoute Mark Wolf, face aux crimes de guerre et contre l'humanité dont la CPI doit se saisir, il est peu probable qu'avec ses moyens limités elle priorise les crimes de corruption.

Le rôle de la Suisse

Sachant que la Suisse peine à traquer les fonds des oligarques russes proches de Vladimir Poutine, la Confédération aurait-elle un intérêt à soutenir l'avènement de l'IACC? Mark Wolf en est persuadé: «Les kleptocrates n'aiment pas garder leur argent dans leur pays. La Suisse ainsi que d'autres centres financiers comme Londres, New York, Paris ou Vancouver sont directement concernés. Les Panama Papers ont fourni de solides preuves que Poutine a blanchi des centaines de millions de dollars par procuration, mais aussi par le biais de pays comme la Suisse. Si Berne décidait de soutenir notre initiative, ce serait un changement de paradigme.» Par cet exemple, l'ex-juge américain veut démontrer que l'IACC ne devrait en aucun cas être une «initiative du Nord» pour sanctionner le Sud. «Elle intéresse vivement, selon lui, des pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe centrale et orientale.»

Professeur émérite de droit pénal et de criminologie à l'Université de Bâle et porte des questions de corruption en Suisse, Mark Pieth n'est pas convaincu par l'idée de créer une Cour internationale anticorruption. «Je comprends la volonté d'associer la corruption à un crime contre l'humanité. Mais bien souvent, c'est moins important. On traite souvent de délits. Avec une telle cour, il serait difficile de distinguer la grande de la petite corruption.» Mark Pieth peine à voir une structure supranationale comme l'IACC réussir à faire la police. «C'est déjà difficile à l'échelle de l'Union européenne, alors à l'échelle mondiale, ce serait encore plus ardu.» Le professeur bâlois ne dit pas cependant que la lutte contre la corruption en Suisse est inutile. «Dans les cas de corruption internationale, la Suisse traîne beaucoup trop. Récemment, Glencore a été condamnée par la justice américaine pour corruption. C'est gênant. La Suisse était à courant, mais n'a rien fait. Quant au financement de partis politiques, la Confédération a un peu changé la législation, mais c'est insignifiant. Elle n'a pas fait son devoir et un jour, il ne faudra pas s'étonner si le Conseil de l'Europe nous tape sur les doigts.» ■